

2 Politique

Coopération Gabon-Japon/Exposition universelle 2025

Le Japon sollicite le soutien du Gabon

J-C.A

Libreville/Gabon

Même si aucune décision officielle n'a été prise, le chef de la délégation japonaise qui a rencontré, hier, la ministre déléguée aux Affaires étrangères, Clotilde Chantal Mboumba Louey, s'est toutefois dit confiant quant à la suite qui sera donnée à la doléance de son pays.

EN prélude à la désignation de la ville qui abritera l'Exposition universelle qui se tiendra du 03 mai au 03 novembre 2025 et dont le Japon est candidat, une forte délégation de ce pays conduite par le ministre délégué de l'Economie, du

Commerce et de l'Industrie, Masaki Ogushi, s'est entretenue, hier, avec la ministre déléguée aux Affaires étrangères Clotilde Chantal Mboumba Louey. Au nouveau siège du ministère des Affaires étrangères sis à Batterie IV

Le but recherché par la partie japonaise était d'obtenir le soutien du Gabon à l'attribution de cet important événement à leur pays, précisément à la ville d'Osaka. Au cours des échanges entre les deux parties, le Japon a officiellement sollicité l'appui de notre pays à la candidature d'Osaka pour abriter l'Exposition universelle de 2025. La partie gabonaise, après avoir pris bonne note de cette requête,



Photo : D.R

La ministre déléguée aux Affaires étrangères, Clotilde Chantal Mboumba Louey recevant la délégation japonaise.

a promis de lui faire part de sa décision définitive dans un proche avenir mais par voie diplomatique. La candi-

dature du Japon aura pour thème : "Concevoir la société du futur, imaginer notre vie demain". Notons que trois

villes sont en compétition pour abriter ce grand événement : Lekaterinbourg (Russie), Bakou (Azerbaïdjan) et

Osaka (Japon). Le vote pour la désignation de la ville-hôte interviendra en novembre 2018 lors de l'Assemblée générale du Bureau international des Élections (BIE).

En rappel, le Gabon et le Japon entretiennent d'excellentes relations de coopération depuis près de 50 ans (1968). Celles-ci sont très actives dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, de la forêt, de l'éducation, des affaires sociales et de la santé. Elle est soutenue par l'aide non remboursable destinée aux petits projets locaux que le gouvernement japonais a mise en place à l'intention des pays en développement dont le Gabon.

Législatives à venir

L'USP investit ses premiers candidats

E L

Libreville/Gabon

LE directoire de l'Union socialiste progressiste (USP), parti de l'opposition, après avoir procédé, récemment, à l'inauguration de son siège social, situé au quartier Angondjé, dans la banlieue nord de Libreville, a officiellement présenté ses candidats au prochain scrutin législatif. C'est son premier secrétaire, Henri Mbira-Nze, qui en a présidé la cérémonie.

Dans son adresse, il a laissé entendre que l'investiture de leurs candidats et l'acquisition du siège constituent un signal fort dans le fonctionnement de l'USP. De même que son implantation progressive sur l'en-



Photo : Eric Laphèta

Les premiers candidats.

semble du territoire national. Rajoutant qu'avec "la Maison du Socio-progressiste", nom donné à leur siège, ils disposent désormais d'un cadre qui leur permettra de travailler

dans les meilleures conditions. Il s'est dit, ensuite, disposé à poursuivre la matérialisation de sa vision politique avec des hommes et des femmes qui considèrent "le partage, la justice et



Photo : Eric Laphèta

Coupure du ruban symbolique lors de l'inauguration du siège de l'USP.

le progrès", devise du parti, comme des valeurs essentielles de la vie humaine et du devenir de la société gabonaise. S'agissant des législatives, Henri Mbira-Nze a annoncé

que son parti prendra une part active aux côtés des autres partis politiques membres de la Coalition du "Bloc des 41". A cet effet, il a invité les Gabonaises et les Gabonais à se rendre

massivement aux urnes le jour "J", afin de voter, en leur âme et conscience, pour le changement. "Afin que la future Assemblée nationale reflète véritablement la démocratie", a-t-il martelé.

Il a également exhorté le gouvernement à se mettre résolument à la tâche pour que le scrutin soit organisé dans de bonnes conditions, pour permettre au peuple de choisir librement ses représentants au Palais Léon-Mba.

A noter que l'éclat de cette cérémonie a été rehaussé par la présence de nombreux leaders de l'opposition dont, entre autres, le ministre d'Etat, Michel Menga M'Essone, et Bonaventure Nzigou Manfoumbi, etc.

Tribune des Partis politiques

Le PDG à l'épreuve de la persuasion

PLUS d'une semaine après l'officialisation, en Conseil des ministres, des mesures gouvernementales visant à réduire le train de vie de l'Etat, le Parti démocratique gabonais (PDG), formation politique dont sont issus plus de la moitié des membres du gouvernement, réunissait à son siège sis au quartier Louis de Libreville, plusieurs de ses cadres. Essentiellement les membres du Comité permanent du Bureau politique et ceux du Bureau politique. Parmi les points abordés au cours de cette rencontre co-présidée par Eric Dodo Bouguendza et Brice Lacruche Alihanga, respectivement secrétaire général du PDG et directeur de cabinet du "distingué camarade président", les prochaines élections politiques et les mesures gouvernementales relatives à la réduction du train de vie de l'Etat.

Par rapport au premier point, l'on aura retenu que l'Association des jeunes émergents volontaires

(Ajev), dont Lacruche Alihanga est président d'honneur, ne présentera pas de candidats au prochain scrutin législatif. Contrairement à ce que d'aucuns, même au sein du parti au pouvoir, redoutaient.

Et sur le second point, on a noté que les différents cadres du PDG étaient invités à se déployer sur le terrain pour une mission de pédagogie afin d'expliquer aux populations le bien-fondé des mesures gouvernementales et leur caractère à la fois nécessaire, indispensable et pertinent, pour assainir nos finances publiques et relancer notre économie en boostant l'investissement dans les projets de développement.

Depuis plusieurs semaines, on constate donc que de plus en plus de cadres du PDG sont sur le terrain, aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays, pour expliquer les initiatives du gouvernement en faveur de la réduction du train de vie de l'Etat ; et tenter de convaincre les populations de

soutenir ces mesures.

Sur le principe, on ne peut que saluer l'approche du bureau directeur du PDG. Quoi de plus normal qu'un parti au pouvoir s'implique et contribue à faire comprendre aux citoyens l'action d'un gouvernement dont la majorité des membres sont issus de ses rangs. Au contraire, il serait souhaitable que cela se fasse à chaque fois que la situation l'impose. Et c'est le cas en ce moment, au regard de la détermination du front du refus, depuis la mise en application des mesures prises par le gouvernement. Ce front est constitué des partis politiques et de la société civile à travers les centrales syndicales dont la plus en vue reste Dynamique unitaire (DU)...

La réalité sur le terrain montre que les adversaires du PDG, sur la question des mesures gouvernementales, semblent adopter un argumentaire plutôt facile et simple. Celui-ci tourne autour d'une question : "Comment le pays s'est-

il retrouvé dans cette situation ?". Non sans accuser ouvertement le pouvoir incarné, fort justement, par le PDG d'être à l'origine de la crise que traverse le pays. Ceux qui combattent les mesures gouvernementales estiment donc que seuls les gouvernants doivent payer le prix pour réparer les dégâts.

Un argumentaire qui doit conduire les émissaires du secrétariat exécutif du PDG à être plus persuasifs dans leurs explications. Ce qui exige d'eux une certaine cohésion et une précision dans leurs propos. Que de se borner à qualifier les mesures gouvernementales de "justes, indispensables, équitables et efficaces", sans démontrer en quoi elles méritent tous ces qualificatifs. Surtout quand on observe que le gouvernement, lui-même, se montre parfois contradictoire dans la justification de certaines mesures et leur mise en application.

Sur un tout autre plan, le PDG ga-

nerait à se montrer humble en adoptant le langage de vérité quant à certaines causes qui ont contribué à entraîner le pays dans la crise actuelle. Histoire d'assumer sa part de responsabilité. Comme dit l'adage, "le tout n'est pas de reconnaître son tort, mais surtout de dire comment le reconnaître". Le plus important est donc dans le discours et le choix des mots. A l'encontre de ceux qui mettent à l'index les gouvernants, le PDG peut répondre que la gravité de la situation montre que l'heure n'est plus à s'attarder sur celui qui a provoqué la crise, mais plutôt sur comment en sortir d'abord. Sans doute qu'à partir de là, les populations seront moins réceptives au discours des "tenants du non".

* En attendant le retour de son animateur habituel, cette chronique sera momentanément animée par votre humble serviteur du jour.